

peuple Irlandais moralement et matériellement et qu'il l'a puissamment aidé à réaliser son idéal de liberté en Irlande. On devrait s'assurer l'appui, la sympathie et l'aide pratique des Etats-Unis. Il faut résoudre le problème et y parvenir au moyen de négociations pacifiques. Je vois là une occasion offerte au Gouvernement de rendre un réel service à la cause des Alliés dans un moment où la menace sous-marine influe gravement sur la situation.

Le ministre de la Défense nationale me permettra-t-il de lui signaler une question qui a son importance pour les membres de nos forces armées. Je veux plaider leur cause. On aurait invité le gouvernement à accorder le privilège du transport gratuit aux frais du Trésor à ceux qui ont droit à un long congé. On m'affirme que ce privilège a déjà été réclamé et refusé. J'espère que la dernière partie de ce renseignement n'est pas exacte. Le problème qui se pose n'est pas facile, sans doute, mais j'invite le Gouvernement à revenir sur la question, à accorder ce que ces hommes et leurs parents estiment être leur droit. Le foyer nous est cher à tous, mais combien plus cher doit être le foyer à ceux qui l'ont quitté volontairement depuis six mois ou plus pour aller dans une ancienne colonie ou sur une île de l'océan? Il s'attache à ceci un sentiment qu'il n'est pas possible d'ignorer. Si le Gouvernement ne se laisse pas fléchir, l'irritation sera grande au Canada. Nous soldons déjà tous les frais de transport des mobilisés lors de la période de trente jours d'entraînement dans les camps, à l'aller comme au retour. C'est juste et convenable. J'invite simplement le Gouvernement à payer le transport de ceux qui sont en permission. On m'assure que cela s'est fait durant la dernière guerre.

L'hon. M. RALSTON: Je dirai à l'honorable député qu'il blesse la vérité.

L'hon. M. HANSON: J'accepte la rectification, mais le renseignement me vient de quelqu'un qui a servi durant la dernière guerre et qui doit parler en connaissance de cause. Si ces hommes, dont quelques-uns, absents de leurs foyers canadiens depuis des mois sont actuellement à deux ou trois mille milles de distances, ne reçoivent pas l'aide requise, ils ne pourront revenir chez eux. Je supplie le Gouvernement d'examiner de nouveau la question et de céder, si c'est le moins possible, à une requête qui me semble des plus humaines, voire des plus raisonnables.

Je faillirais sans doute à mon devoir si je n'abordais le sujet des finances. Quand le ministre de la Défense nationale (M. Ralston)

était ministre des Finances, il a déposé un budget comportant des dépenses ordinaires d'environ 477 millions de dollars que l'on aurait pu réduire sensiblement, semble-t-il. Il a estimé les dépenses de guerre à plus de 900 millions de dollars, soit un total de près de 1,400 millions. On me dit que les dépenses de guerre s'élèvent actuellement à près de 3 millions par jour, qui s'ajoutent naturellement aux dépenses ordinaires. L'impôt produit environ 750 millions, calculé sur un revenu national de 4,500 millions. Cette estimation semble exagérée quand on songe à l'impossibilité où nous sommes de vendre notre blé et nos autres grandes récoltes, denrées qui constituent la majeure partie de notre production normale. Ce déficit de 600 millions doit être comblé à l'aide d'emprunts.

Nous avons eu deux emprunts de guerre. Le premier, de 200 millions, a été souscrit avec un excédent de 50 p. 100 en trois jours. Le deuxième, de 300 millions, ne le fut qu'après trois semaines, et encore à la suite d'une certaine pression.

L'hon. M. ILSLEY: En moins de deux semaines.

L'hon. M. HANSON: Je crois que les registres sont restés ouverts plus longtemps que cela; trois semaines, si je me souviens bien. Toutefois, cela n'a aucune importance. Nous savons tous que le deuxième emprunt de guerre a été un fiasco.

L'hon. M. ILSLEY: Pas du tout.

L'hon. M. HANSON: Un fiasco, quoi qu'en dise le ministre. Après avoir parcouru le pays, je sais ce que le public en pense. Or quelles sont les causes de cet échec? Je cherche simplement à aider le ministre, s'il pouvait seulement s'en rendre compte.

Des VOIX: Oh, oh.

L'hon. M. HANSON: Les honorables membres ont tort de rire, car la question me cause de vives inquiétudes. Il faut à tout prix obtenir ces deniers. Il faut que le public canadien nous ménage ses ressources, car nous ne pouvons emprunter ailleurs.

Je me suis efforcé d'analyser les causes de cet échec, qui sont multiples et variées. Vient en tout premier lieu, à mon sens, le manque d'enthousiasme guerrier au sein de la population en général. Je suis convaincu que nous sommes loin d'avoir le même enthousiasme qu'en 1914-1918. Pouvant de nos jours, grâce à la radio, entendre à volonté des programmes radiodiffusés d'un peu partout, il se peut que, rassasiés de nouvelles de guerre, nous nous désintéressions du conflit.